

En page 9 :

La « semaine politique » d'Yves Daoudal Dechavanne, stalinien de la culture de mort

En page 10 :

La « semaine judiciaire » de Jeanne Smits Pressions des lobbies et des partis : et l'indépendance des juges ?

PRÉSENT

NUMÉRO 3611

Samedi 22 juin 1996

10F

ANTILLES-RÉUNION 16F. TAHITI 470 CFP. CAMEROUN 850 CFA. CÔTE D'IVOIRE 700 CFA. GABON 800 CFA. LUXEMBOURG 70 FL.

La haine anti-catholique

Le SNES dénonce des crucifix qui, au lycée des Francs-Bourgeois, ont « perturbé » l'épreuve de philosophie du bac

Si l'on comprend bien, les seules croix supportables ce sont celles que l'on profane sataniquement...



La simple vue de crucifix accrochés aux murs des salles du lycée des Francs-Bourgeois, à Paris, où ils passaient leur épreuve de philosophie, a provoqué la colère de candidats au baccalauréat scientifique. A peine arrivés dans les locaux, lundi matin, plusieurs d'entre eux ont sommé le chef de centre de recouvrir les objets perturbants. (Et pourquoi pas de les mettre à l'envers et de cracher dessus ?)

Devant le refus du chef de centre de cacher les images du Christ souffrant les candidats n'ont pas « insisté », mais l'affaire ne s'est pas arrêtée là. Après une plainte, vaine, auprès du rectorat de Paris, un parent de candidat « perturbé » a alerté le SNES (syndicat national des enseignements du second degré - gauche très laïcarde). L'affaire a désormais été portée par lui devant le ministre de l'Éducation nationale.

Le sectarisme

Seule la haine anti-catholique explique une réaction aussi fanatique. Si un crucifix peut « perturber » à ce point la concentration de lycéens supposés assez mûrs pour passer une épreuve de philo, c'est qu'ils baignent dans un sectarisme fanatisé, un sectarisme dont les manifestations extrêmes - les

profanations sataniques qui se multiplient dans les églises et les cimetières de France - trouvent ici un début d'explication.

Puisque aussi bien ce sectarisme est relayé, repris (voire, à l'origine, fomenté) par des enseignants qui ne cachent pas leur appartenance au SNES, syndicat très actif dans les établissements publics.

Le lycée des Francs-Bourgeois, il faut le savoir, est un établissement privé sous contrat - mais

suite page 2

Jeanne Smits

Le groupe irlandais des Cranberries ? Les rap-tap-lang ne leur disent pas merci !

Avec 20 millions d'albums dans le monde, ce groupe catholique, opposé à l'avortement, défie les chantres de la culture de mort et le hard rock satanique

DIABLE ! (si on ose dire...), il aura fallu que les Cranberries vendent vingt millions d'albums dans le monde pour que les rap-tap-lang et autres chantres de la culture de mort s'aperçoivent que ce groupe irlandais, une fille (la chanteuse) et trois garçons (ses musiciens), n'est pas vraiment « politiquement correct ».

Du coup, les grandes manœuvres médiatiques - mais mo-

derato cantabile, gênées aux entourures : 20 millions d'albums, et achetés par la jeunesse du monde entier, ça commande la prudence... - ont commencé. « Les Cranberries, le premier groupe de rock réac », titre l'un. « Famille, patrie, rock'n roll », titre l'autre. « Un succès troublé par les déclarations franchement réactionnaires de la chanteuse pasionaria », surenchérit un troisième.

La « chanteuse pasionaria » ?

Incidents racistes à Mulhouse

« Sale négro ! », hurle Mohamed à l'adresse d'un employé guyanais avant de lui briser le poignet...

QUAND les « jeunes » de Mulhouse vont au Stade nautique, ils se baignent avec leurs baskets. C'est comme ça. Cela fait partie de leurs petites provocations habituelles. Le dimanche 9 juin, un maître-nageur-sauveteur a prétendu interdire à une bande de pénétrer en baskets dans l'un des bassins...

Aussitôt un attroupement se forme. Les « jeunes » en viennent aux mains. Le moniteur, d'origine guyanaise, est violemment pris à partie. **Mohamed Lakhali**, 20 ans, déjà condamné pour destruction et outrage à agent, frappe la victime à la tête en le couvrant d'injures racistes : « **Sale négro** » ! Entre autres grossièretés. Il le frappe encore alors qu'il est à terre et lui fracture le poignet.

La police municipale alertée doit faire face à une émeute. Il faudra la police nationale pour parvenir à interpellé Lakhali. Une fois dans le véhicule de police, ce dernier va se livrer à de nombreuses dégradations et blesser un policier à la main...

« La police municipale et les agents de sécurité m'ont tiré par les habits, je me suis révolté. Ça s'est envenimé avec la foule. Avec le maître-nageur on s'est porté des coups. Si ça se trouve il s'est cassé le poignet en tombant, a expliqué le prévenu poursuivi en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Mulhouse.

La présidente, Thérèse Bailly, a alors fait remarquer que les témoins et la victime, originaire de Guyane (souffrant d'une incapacité de travail de 42 jours), affirment que Lakhali a tenu des propos racistes. Et qu'il a encore frappé le surveillant à terre.

Partie civile pour le surveillant blessé et pour la ville de Mulhouse, Me Alban Pierre a souligné la culpabilité du prévenu et dénoncé « les insultes racistes particulièrement choquantes ». Mais il a demandé que l'on ne succombe surtout pas au discours sécuritaire de ceux qui veulent récupérer cette affaire... Car, lorsque Mohamed Lakhali et sa bande font régner la terreur, insultent et cognent un Guyanais, c'est bien entendu le discours sécuritaire qui apparaît comme le seul vrai danger.

Le substitut François Schneider, pour sa part, n'a pas mâché ses mots. Il a décrit Lakhali comme un « récidiviste, lâche et raciste, rempli de haine et d'intolérance à la frustration ». Il a requis « un an de prison » parce qu'il ne faut pas que ce superbe stade nautique devienne invivable à cause de gens comme le prévenu.

Mohamed Lakhali a été condamné à dix mois de prison dont cinq ferme avec un sursis de « mise à l'épreuve » pendant deux ans, qui l'oblige à indemniser la victime et lui interdit l'entrée au stade nautique pendant ces deux années.

Le personnel du stade nautique a entamé une grève pour protester contre « l'agressivité en constante progression des jeunes » (sic) contre « les insultes, les menaces de coups, la totale absence de respect des personnes et des règlements ». L'ensemble des piscines et établissements de bains de Mulhouse ont été provisoirement fermés au public.

De son côté, l'AGRIF, l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne, a condamné les « propos discriminatoires et outrageants » prononcés contre la victime, dans un communiqué publié par Patrick Simpatico et la délégation du Haut-Rhin :

« Attachée aux valeurs universelles de la civilisation chrétienne, l'AGRIF rejette tous les racismes, toutes les formes d'incitation à la haine et à la violence et s'étonne du silence de la section locale de la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA).

suite page 2

Alain Sanders

Caroline Parmentier

M 0136 - 0622 - 10.00 F

Suites de la page 1

La haine anti-catholique

catholique. La présence d'images religieuses sur ses murs fait partie de son identité, et s'inscrit dans sa mission spécifique de formation. Aucun texte ne l'oblige à les escamoter lorsqu'il accueille des élèves « du public » pour des sessions d'examen, comme cela arrive depuis 1992, date à laquelle il a paru nécessaire d'augmenter la capacité d'accueil des candidats en sollicitant des établissements privés. A la direction de l'académie de Paris, on explique : « Cette démarche s'apparente à une réquisition, nous acceptons donc les locaux en l'état. »

Le SNES réplique : « Autant il est normal que les établissements privés financés par l'Etat subissent les mêmes contraintes que le public et soient utilisés comme centres d'examen, autant ils devraient se conformer alors aux principes de neutralité et de laïcité du service public. »

L'Etat s'est approprié, et de faire le tour des mairies de France pour traquer les crucifix qui y restent à l'honneur...

Les candidats qui planchaient au lycée des Francs-Bourgeois ont en outre été affectés par des cours de catéchisme qui ont continué d'être donnés, selon eux, le jour de l'examen, de l'autre côté de la cour. La preuve ? Ces jeunes qui ne protestent pas contre l'infamie tapage de la fête de la musique ont été « dérangés » par des cantiques. Ou des prières. Ils ne savent pas trop, mais c'était, assurément-ils, à dix heures. Et ce n'était pas supportable. (Le chef de centre, lui, n'a relevé aucun incident.)

L'ironie des choses a voulu que ces bacheliers potentiels si chatouilleux aient travaillé sans états d'âme sur ce sujet... orienté : dé-gager l'intérêt philosophique d'un texte de Marx sur la liberté. On serait curieux de voir leurs copies.

Jeanne Smits

Les Cranberries

SUITE DE LA PAGE 1

comment.

Pire encore ? Oui. Figurez-vous que Dolores O'Riordan est catholique, qu'elle le proclame et qu'elle dénonce l'avortement comme un crime... Comme le dit le titre d'un de leurs albums (« un triomphe planétaire », gémît un des manœuvriers médiatiques évoqués plus haut), là-dessus **No Need To Argue** (« Pas besoin de discuter »).

« Ils sont très pieux et nationalistes. Ils placent Dieu au-dessus de tout et trouvent les Anglais en dessous de tout », remarquait-on, un brin éffaré, dans un récent *Paris-Match*, tandis que *L'Evénement du Jeudi* (1) lançait gravement : « Il faudrait peut-être se méfier de ce succès suspect. »

Ce déchaînement — et ce n'est, à mon sens, qu'un début — n'empêche pas les Cranberries, qui se définissent comme des « rebelles de

la scène rebelle », de continuer leur spectaculaire marche en avant avec des titres sans équivoque : *Ode to My Family, Salvation, Electric Blue* (« cocktail étouffe-chrétiens de propos bibliques », bavote l'un ou l'autre des manœuvriers médiatiques), *Joe* (une chanson dédiée au grand-père de Dolores O'Riordan, décédé en 1991).

« La musique des groupes de hard est satanique », déclare encore Dolores O'Riordan. Ce qui provoque de nouveaux gémissements des rap-tap-lang : « La nouvelle idole de la jeunesse n'a pas que les cheveux courts, elle a le front bas. » C'est sûr que dans un pays comme la France où prolifèrent les « Nique Ta Mère », les « Public Enemy », les « Rosa Crux », les « Dead Can Dance » et autres « Incubus Succubus », le scandale, ce sont ces Cranberries qui osent chanter : « *Injectez-vous de la liberté, c'est moins cher que la drogue* » ou qui osent recommander aux parents de « nettoyer la tête » de leurs enfants de toutes les saloperies qu'on y enfourme...

Alors contre Dolores O'Riordan, tout est bon : « Elle a toujours l'air de porter les morts de la grande famille irlandaise sur la conscience » ; « Elle sourit quand elle se brûle » ; « Si elle chante fort, elle a aussi une grande gueule » ; elle n'est « ni véritablement sympathique ni encore moins glamour » ; « C'est la première fois qu'un groupe de rock s'affichait au minimum réactionnaire, mais flirtait en fait avec les thèses de l'extrême droite, obtient un tel succès » ; « Des paroles prêchi-prêcha de catholiques intégristes » ; « Une égérie peu souriante des bonnes valeurs traditionnelles "travail, famille, patrie" » ; etc.

Les chiens aboient, les Cranberries passent. Et l'on a encore dans le cœur le concert de Modène, en août dernier où, pour les enfants de Bosnie, Dolores O'Riordan a chanté l'*Ave Maria* en duo avec Pavarotti.

Alain Sanders

(1) L'Evénement du Jeudi a confié à un certain « Yan Plougastel » le soin d'attaquer les Cranberries dont le nom signifie *arelles*. Parce que la ville bretonne de Plougastel produit des fraises ?

La chronique sportive de Roland Mesmeur

La télévision, chef d'orchestre en football du championnat d'Europe des Nations

En toute équité, à la répartition des bénéfices réalisés à l'occasion de ce grand rendez-vous international.

La France en quart de finale

L'UEFA (Union européenne de football association) n'a pas dissimulé que, malgré les craintes inspirées par d'éventuels déferlements de hooligans, les recettes réalisées, qui n'ont pas intéressé les droits de télévision, le marketing et la vente de billets, elle espérait réaliser un bénéfice de 500 millions de francs. Sur cette somme, 90 millions vont aux équipes qualifiées. Dans des conditions qui, fort logiquement, récompensent les acteurs qui ont obtenu les meilleurs résultats. C'est ainsi que les équipes qui auront franchi le premier tour toucheront 15 millions tandis que le vainqueur percevra 45 millions. Le soldé sera versé par l'UEFA au bénéfice d'associations à vocation éducative.

Les joueurs français sont partie prenante dans la répartition des sommes centralisées par la fédération qui a bénéficié de l'image floue de notre sélection nationale, pour recueillir 60 millions de francs des sponsors. Une somme qui viendra compléter les indemnités versées en fonction des résultats obtenus. La qualification a déjà rapporté 700 000 francs aux joueurs qui ont participé à la campagne dans sa globalité. Sans la victoire obtenue en Roumanie, les joueurs français, partisans du quitte ou double, n'auraient rien touché. Une menace du même ordre planait sur eux s'ils avaient été éliminés dès le premier tour de la phase finale. La politique des joueurs a été dictée par Deschamps, Blanc, Lama, Di Meco et Roche.

Le président de la Ligue professionnelle, Noël Le Graët, homme de chiffres, estime que le titre européen rapporterait 400 000 francs par joueur. Encore ne fait-il pas état de revenus publicitaires annexes qui pourraient faire de chaque joueur un millionnaire.

Voilà qui n'explique incontestablement pas uniquement la motivation dont a fait preuve notre sé-

lection nationale depuis le début de la compétition. Ne s'en est-il pas fallu de quelques minutes que les tricolores ne concèdent pas le match nul (1-1) à l'Espagne et avec deux victoires consécutives confirmer leur prétention à la conquête du titre européen. Affaire à suivre, d'ailleurs (1).

La phase initiale de la compétition aura souligné la richesse du football européen et prouvé qu'il n'existait plus, à l'exemple d'une légalité, le marketing et la vente de billets, elle espérait réaliser un bénéfice de 500 millions de francs. Sur cette somme, 90 millions vont aux équipes qualifiées. Dans des conditions qui, fort logiquement, récompensent les acteurs qui ont obtenu les meilleurs résultats. C'est ainsi que les équipes qui auront franchi le premier tour toucheront 15 millions tandis que le vainqueur percevra 45 millions. Le soldé sera versé par l'UEFA au bénéfice d'associations à vocation éducative.

Quant à l'Allemagne, toujours aussi réaliste, elle a affirmé de sévères prétentions à la victoire finale. Encore faut-il compter sur le potentiel physique des équipes encore en course pour désigner un favori de la compétition alors qu'elles abordent la phase finale de l'épreuve.

Roland Mesmeur

(1) Avec une heureuse conclusion puisque l'équipe de France, victorieuse de la Bulgarie (3-1) qui lui rappelait de biens mauvais souvenirs, affrontera, en ce samedi à Liverpool en quart de finale de l'épreuve, les Pays-Bas sérieusement battus contre l'Angleterre (4-1). Une Angleterre transfigurée qui trouvera sur sa route, en cette fin de semaine à Wembley, l'Espagne victorieuse de la Roumanie (2-1) lors du match décisif de qualification. Les autres quarts de finale opposeront respectivement en ce dimanche l'Allemagne à la Croatie et le Portugal à la République tchèque. Éliminée, l'Italie, tenue en échec par l'Allemagne (0-0 pour son dernier match), est la grande victime de l'épreuve.

PETITES ANNONCES

Fils collaborateur "Présent", 21 ans, maîtrise de droit, cherche emploi été du 15 juin au 31 juillet. Etudie toutes prop. Tél. au journal le matin.

Fille collaborateur "Présent", 22 ans, BEP sanitaire et social + bac SMS cherche, du 1er au 31 juillet, remplacement secrétaire cabinet médical ou clinique. Tél. au journal le matin.

A vendre près Pau : maison caract., très belle vue Pyrénées, salon 50 m², s. à m., bureau, 7 ch., 3 s. de b., garage 2 voitures, remise, gd terrasse, sur 3 800 m² de jardin. Tél. : 59. 27. 44. 14.

SANARY SIX-FOURS (83) loue appt 6-8 pers. T. confit, gd balcon sur mer, mois ou quinz. Tél. : 85. 25. 22. 01.

MAISONS-ALFORT (94) couple cherche dame pour garder enfant 3 ans après école + mercredi. Ecrire au journal qui transmettra.

Studio meublé à côté av. Hoche tt eq., 2 700 F cc. Tél. : (1) 42. 67. 38. 65.

A vendre œuvres complètes Robert Brasillach, Club de l'Honnête Homme, 12 tomes, 4 500 F. Ecrire à F. Berger, au journal.

EN FRANCE

Guerre du bœuf : la colère des éleveurs

Alors que s'ouvre ce vendredi le Conseil européen de Florence — après l'approbation par le comité vétérinaire de l'Union européenne du nouveau plan d'abatage de bovins proposé par les Britanniques —, les éleveurs et producteurs de viande bovine, touchés de plein fouet par la crise de la vache folle, ont, à l'appel des organisations syndicales agricoles, manifesté jeudi leur colère un peu partout en France mais aussi à l'étranger.

Ainsi, au Mans, dans la nuit de jeudi, quelque 500 à 600 éleveurs de bovins ont d'abord allumé plusieurs feux devant les grilles de la préfecture de la Sarthe avant d'affronter les forces de l'ordre envoyées sur place. Après échanges de jets de pierre et de grenades lacrymogènes, les manifestants ont été repoussés et le calme est revenu peu après minuit. Bilan : six éleveurs, quatre CRS et un gendarme blessés.

Dans le Puy-de-Dôme, 80 éleveurs ont manifesté ce même jeudi soir devant le siège de la direction départementale de l'agriculture à Lemps, près de Clermont-Ferrand. Après avoir allumé un feu de paille et enflammé des pneus devant le bâtiment, les agriculteurs ont déclaré qu'ils entendaient alerter les pouvoirs publics « sur la situation dramatique des éleveurs de bovins ». Par ailleurs, ils ont souligné qu'ils veilleraient à ce que l'embargo sur la viande bovine britannique ne soit pas levé « tant qu'il existera le moindre doute » et demandant « une réflexion urgente sur l'organisation commune des marchés ».

Même scénario en Haute-Saône où, après avoir défilé dans les rues du centre ville de Vesoul et s'être rendus dans les supermarchés et les boucheries afin de vérifier les prix et la provenance de la viande vendue, 250 éleveurs ont brûlé des bottes de foin et des pneus devant la préfecture de Vesoul pour manifester contre la chute des cours dans la filière bovine. A Strasbourg, ce sont près de 200 agriculteurs qui ont mis en place un bûcher de bottes de paille et de pneus devant le Parlement européen. Un bûcher sur lequel ils ont ensuite fait brûler un mannequin à l'effigie de John Major, Premier ministre britannique, pour protester contre les conséquences financières, négatives pour eux, de la

crise de la vache folle. En Belgique (AAB), l'Union professionnelle agricole (UPA) et plusieurs autres organisations syndicales agricoles de Belgique, l'opération a été motivée par l'arrivée la nuit précédente de deux autres camions français transportant une cinquantaine de bovins. Des bovins qui « n'étaient pas conformes aux normes fixées par les contrôles sanitaires en Belgique ». Selon le porte-parole de l'UPA, il est « intolérable que du bœuf français puisse être abattu chez nous pour recevoir un cachet belge avant d'être

Organisée par l'Alliance agricole belge (AAB), l'Union professionnelle agricole (UPA) et plusieurs autres organisations syndicales agricoles de Belgique, l'opération a été motivée par l'arrivée la nuit précédente de deux autres camions français transportant une cinquantaine de bovins. Des bovins qui « n'étaient pas conformes aux normes fixées par les contrôles sanitaires en Belgique ». Selon le porte-parole de l'UPA, il est « intolérable que du bœuf français puisse être abattu chez nous pour recevoir un cachet belge avant d'être

Pierre Malpouge

Des marchés d'Ile-de-France aux marchés de dupes

Jeudi, le débat en séance plénière sur le fonctionnement de la commission des marchés de la Région IDF a tourné court : se dissimulant derrière la « motion préjudicielle » présentée par les écologistes (ex-GE), la majorité a décidé de reporter le débat à une séance ultérieure. Cette décision a déclenché une forte protestation des élus du Front national : les conseillers FN se sont mis à secouer des tronc métalliques utilisés pour les quêtes pour ironiser sur les « deniers de la corruption » qu'ils faisaient tinter et ont lancé à l'intention des écologistes : « A la Giroupe ». Cette esquivade du président Giraud a d'ailleurs été mal perçue par l'ensemble de l'opposition. Apparaissant, Jean-Yves Le Gallou avait prévenu : « Si vous évacuez le débat sur les METP (marchés d'entreprises de travaux publics), sur les lycées, vous évacuez le débat ce qui est au cœur de la politique du conseil, ce qui touche à la corruption. »

Le conseil régional d'Ile-de-France, qui vient de fêter ses vingt ans, est aujourd'hui sinistré par les pratiques véreuses de la Commission des marchés. Le Front national a présenté ses amendements (Présent du 19 juin 1995) et — soulignant le rôle d'opposition de son conseiller Hemmerding — a réitéré sa ferme opposition aux METP, « générateurs d'entente et

exporté, alors que la France a connu des cas de vache folle, ce qui n'est pas le cas de la Belgique ». Le camion a ensuite été reconduit au poste-frontière franco-belge d'Aubange et des pieux ont été maintenus autour de l'abattoir de Bastogne, afin d'empêcher l'arrivée de nouveaux convois.

Retour en France : pour sensibiliser les Français aux conséquences de la crise de la vache folle et maintenir la pression pour l'obtention d'aides concrètes, les éleveurs de bovins ont programmé pour ce vendredi et pour samedi plus de 70 manifestations à travers le pays. A Paris, des bovins viendront jouer les touristes et feront même leur baptême de l'eau en péniche sur la Seine.

« coupables » d'avoir aidé au développement des METP : « Si des dizaines de METP ont été passés, si les assistants à maître d'ouvrage ont bénéficié de gigantesques délégations de responsabilités, c'est qu'il s'est trouvé des majorités pour les adopter ou ne pas s'y opposer : PS, PC et écologistes ont été délibérément complices. »

Aujourd'hui, l'écologiste Alain Rist s'évertue — en apparence du moins — à critiquer cette pratique contraire à la règle de la libre concurrence régnant sur les appels d'offres des marchés publics. Mais une note confidentielle d'octobre 1993 du même Alain Rist, conseiller régional vert, adressée à la Région Nord-Pas de Calais, vante les mérites des METP. Les écologistes ont-ils la mémoire courte ? Ou le souci de respectabilité leur commande-t-elle cette volte-face spectaculaire ? Pour Jean-Yves Le Gallou : « Les écologistes jouent les vierges effarouchées. Mais les vierges écolos ne sont pas tout à fait immaculées. » Ils auraient touché entre 93 et 94, toujours selon Le Gallou, la modique somme de 500 000 francs de la société... Bouygues ! Celui qu'on surnomme le roi du béton.

Prudence Tan

"Libération" : étalon du « politiquement correct »

Le quotidien gauchiste toujours dans la tourmente

Miracle à *Libération* : il semblerait que le quotidien gauchiste du groupe industrialo-financier Chargeurs ait réussi à ne pas perdre d'argent plusieurs mois de suite (en 1995, *Libération* a vendu 167 000 exemplaires, soit un recul de 2 % sur 1994).

Il faut convenir que depuis qu'il a été recapitalisé par la famille Seydoux et intégré au groupe Chargeurs, la publicité semble revenue. De belles pages de publicité par tout qui démontrent toutefois qu'à l'assujettissement idéologique le quotidien ex-maoïste ajoute un assujettissement financier.

Libération est devenu un journal très classiquement socialiste ; gauchiste, si l'on veut, quant aux problèmes de mœurs (homosexualité, avortement, drogues douces, etc.), mais *Libération*, quoi qu'en disent éventuellement ses dirigeants (mais ils n'en disent rien), n'a plus l'indépendance requise pour remettre en cause quelques dogmes de la pensée unique, encore combattus par une fraction de la gauche : l'Europe de Maastricht,

le libre-échange, le monnaie unique, les lois du marché, le système boursier et les circulations internationales de capitaux, etc.

Le nouveau directeur de la rédaction de *Libération* s'appelle Laurent Joffrin. Il vient du *Nouvel Observateur*, comme l'actuel directeur du *Figaro*, Franz-Olivier Giesbert.

Nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire ici : pour se retrouver dans la cour des très grands, il faut désormais être passé par *Libération*, étalon normatif du « politiquement correct ». A 43 ans, Laurent Joffrin en était parfaitement conscient.

Laurent Joffrin a été journaliste à l'Agence France Presse et au quotidien économique *Forum international*. Il avait déjà travaillé à *Libération*, entre 1981 et 1988, comme éditorialiste. En 1988, il avait succédé à Franz-Olivier Giesbert, parti au *Figaro*, et s'était donc retrouvé au *Nouvel Observateur*.

Figaro, Nouvel Observateur, Libération, Agence France Presse : le parcours de Laurent Joffrin, comme celui de Franz-Olivier Giesbert ou de Pierre-Jean Bozo (débarqué de *Libération* la semaine dernière, transfuge du *Figaro*), nous rappelle que tous ces personnages sont interchangeables et nous fait comprendre pourquoi, passant de l'un à l'autre, d'un quotidien « de droite » à un hebdomadaire socialiste, d'une agence de presse à un quotidien de gauche, voire « d'extrême gauche », nous avons souvent l'impression d'entendre les mêmes discours, la même interprétation des faits.

François Berger

Le ● de l'actualité

● **Scandale au lycée catholique des Francs-Bourgeois** : il y a des crucifix sur les murs. Lire en une l'article de Jeanne Smits.

● **Incidents racistes à Mulhouse**. Lire en page 1 l'article de Caroline Parmentier.

● **Les Cranberries** : un groupe musical irlandais qui décoiffe les rap-tag-lang. Lire en page 1 l'article d'Alain Sanders.

● **Réforme de l'Université**. Samuel Maréchal, directeur du Front national de la jeunesse, déclare dans un communiqué que « malgré ses accents apparemment volontaires "rantan-plan Bayrou" est resté égal à lui-même : aucun chifffrage des mesures, flou artistique sur les échéances (...). Se rappelant sans doute qu'il fait partie d'une majorité passionnée par les problèmes immobiliers, il propose de transformer les filières d'études supérieures en fac-parking ». Et Samuel Maréchal ajoute qu'« au lieu de hisser le niveau, cet ensemble de mesures va au contraire contribuer à le baisser encore plus ».

● **Agissant en référé, le tribunal de Verdun** a débouté et déclaré irrecevable l'assignation déposée par le consistoire israélite de Paris contre l'association meusienne « Porte de paix et de justice » qui pratique l'abbatage rituel des animaux pour la production de viande cachère sans son agrément.

● **A Cergy-Pontoise, quatre policiers municipaux ont été blessés par des « jeunes** » alors qu'ils participaient en compagnie d'une quinzaine de collègues à un exercice d'îlotage dans le cadre d'un stage de formation organisé et encadré par la police nationale. L'un des fonctionnaires ayant été reconnu par un « jeune » avec lequel il avait eu un « différend » quelques jours auparavant, une trentaine d'autres « jeunes » armés de battes de base-ball sont passés à l'attaque...

● **Deux enfants de 8 et 10 ans ont reconnu avoir brisé des crucifix et des tombes** dans le cimetière du petit village de La Cerlangue (Seine-Maritime). Ils ont expliqué aux gendarmes qu'ils avaient fait un pari. Ils seront présentés prochainement au juge pour enfants.

● La maison de Dominique Bucchini, maire communiste de Sartène (Corse-du-Sud), a été visée par un attentat à l'explosif dans la nuit de mercredi à jeudi. La voiture de Mme Bucchini avait été piégée dans le garage et a été totalement détruite.

● **Renault a décidé de se retirer des circuits de Formule 1 à partir de 1998**. Le constructeur automobile estime que l'objectif qu'il s'était assigné en 1989 « a été amplement dépassé ». Ses contrats avec les écuries Williams et Benetton s'achèvent en 1997.

● **Vers une baisse pour le BTP**. Les responsables du Bâtiment, des Travaux publics et des Matériaux de construction d'Ile-de-France, qui représentent plus de 43 000 entreprises et artisans et 255 000 salariés, ont annoncé qu'ils s'attendaient « pour 1996 à une baisse d'activité de 4 %, au lieu des 2 % prévus en novembre dernier ». Une situation alarmante du côté de l'emploi dans ce secteur qui, de 1990 à 1994, a déjà perdu 45 000 emplois. D'ici à l'an 2 000, si rien ne s'améliore, la perte sera de « 7 000 à 8 000 emplois chaque année », précise Didier Duran, président de la fédération parisienne du bâtiment.

● **Pour ne pas choquer**, le magasin Carrefour d'Ivry (Val-de-Marne) a retiré de son rayon librairie le livre de Roger Garaudy *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* « mis à la vente à la suite de demandes de certains clients ».

● La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté les pourvois formulés par l'ancien président des Girondins de Bordeaux, Claude Bez, qui avait été condamné en mars 1995 par la cour d'appel de Bordeaux à trois ans de prison dont deux avec sursis, deux millions de francs d'amende et cinq ans de privation de droits civiques pour escroquerie et recel de faux commises lors de travaux de rénovation du centre international du

● **Les retraités dans la rue**. Pour exprimer leur « très forte inquiétude » devant le risque de report du projet de prestation autonome pour les personnes âgées dépendantes, les organisations de retraités envisagent une manifestation nationale à Paris le 22 octobre prochain.

(Informations rassemblées par Evelyne Fraysse)